

Nostra, 1986), lequel doit beaucoup plus qu'il ne l'avoue au livre de Vilar de 1975. L'austérité de notes du livre de Jordi lui permet un emploi global du matériel de son prédécesseur, dont le sépare surtout une divergence d'interprétation : Vilar veut signaler l'importance de l'élément espagnol dans l'Algérie colonisée par l'occupation française (plusieurs de ses ancêtres furent migrants espagnols en Algérie colonisée), tandis que Jordi (sûrement d'origine minorquine et né à Fort-de-l'Eau en 1955) met l'accent sur la « francisation » des immigrants. La dernière phrase de son ouvrage est très significative (p. 300) : « La France a, en Algérie, attiré en son sein des étrangers qui désormais ne jurent plus que par elle ». On pourrait ajouter « en espagnol », pour être objectif avec les racines hispaniques de ces migrants, objet principal du premier ouvrage de Vilar, complété dans cette deuxième version par un approfondissement sur leur activité en Algérie.

Il est dommage que la parution simultanée du petit livre de José Fermín Bonmatí Antón, chercheur de l'université d'Alicante (*La emigración alicantina a Argelia (Siglo XIX y primer tercio del siglo XX)*, Alicante, 1989, n'ait pas permis à l'auteur de profiter de la nouvelle documentation de ce dernier ouvrage sur les émigrés de la province d'Alicante, qui ne fait d'ailleurs que confirmer, avec de nouveaux documents d'archives locales, les conclusions de Juan Bautista Vilar.

Mikel de EPALZA
(Université d'Alicante)

F. Robert HUNTER, *Egypt under the Khedives, 1805-1879, From the Household Government to Modern Bureaucracy*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1984. 283 p.

Ehud R. TOLEDANO, *State and Society in Mid-Nineteenth Century Egypt*. Cambridge, Cambridge Middle East Library 22, 1990. 319 p.

Gudrun KRÄMER, *The Jews in Modern Egypt, 1914-1952*. Seattle, University of Washington Press, 1989. 319 p.

Et si l'Égypte des années 1805-1952 ne se réduisait pas aux impérialismes ? Certes, Jacques Berque a pointé nos regards, dès 1967 (*L'Égypte, Impérialisme et révolution*, Paris, NRF), vers les profondeurs du social, mais il a été peu suivi et a laissé place pour des enquêtes d'archives qui réinterrogeraient le fonctionnement quotidien et les rapports de pouvoir : même sous emprise anglaise l'Égypte des khédives a gardé une part essentielle de son autonomie.

Cette autonomie prend sa source dans le système mis en place par Muhammad 'Ali. On connaît assez bien son parcours politique : de Qawāla à la mainmise sur la Syrie et du traité de Londres à la douloureuse décrépitude de celui qui reste à la fois, dans nos mémoires, un tyran et le fondateur d'une véritable dynastie qu'il serait absurde de réduire à n'être qu'étrangère. Depuis l'accession au pouvoir du premier vice-roi (entre 1805, 1807 — occupation d'Alexandrie — et 1819), jusqu'à la faillite de son régime (avec la mise en faillite qui suivit l'ouverture du canal de Suez en 1869), l'Égypte des khédives est la matrice de l'Égypte contemporaine. Aussi faut-il saluer deux ouvrages qui, de façon différente, mais complémentaires, viennent faire le

point sur certains des aspects les plus méconnus de cette histoire : les relations entre État et élites et la formation du terreau social qui a permis l'éclosion du nationalisme égyptien moderne.

Le plus ancien, celui de F. Robert HUNTER, est, à l'origine, une thèse de Ph. D. et il s'appuie sur une importante documentation traitée dans les archives nationales égyptiennes. Il tente de faire le point sur le fonctionnement du pouvoir des khédives, entre la reconstitution de l'État sous Muḥammad 'Ali, sa stabilisation et sa mise en faillite (1874), avant même l'occupation britannique. Le plan suivi épouse exactement les rythmes de l'histoire politique (1805-1848; 1849-1874; 1875-1879). Mais le contenu dépasse très largement cette division. Au delà de l'histoire des institutions, on recherchera surtout, dans cette œuvre, la description de l'émergence et de l'installation d'une classe sociale, composée d'étrangers devenus Égyptiens par le jeu de l'appropriation des terres jusqu'à former l'élite de la société moderne. Ce que montre Hunter (et qui est son principal apport à nos recherches), c'est la stabilisation de ce groupe d'hommes enrichis par Muḥammad 'Ali et qui surent maintenir leurs priviléges sous 'Abbās comme sous Ismā'il. Les tableaux des propriétés gagnées par les plus connus d'entre eux, tableaux rendus possibles par l'utilisation systématique et judicieuse des archives, rendent tangibles les conclusions de l'auteur et viennent corriger l'impression première d'une simple illustration « sociologique » des analyses classiques de l'Égypte pré-coloniale.

L'ouvrage débute, pourtant, de façon discutable. À vouloir à tout prix raccrocher l'accession au pouvoir de Muḥammad 'Ali à la « tradition » (p. 9 à 13), Robert Hunter nous paraît sous-évaluer l'importance de la rupture induite par l'occupation française. Non que celle-ci ait obligatoirement laissé des traces fondamentales dans le paysage social égyptien, mais parce qu'elle a de toute évidence permis une redistribution radicale des cartes dont le nouveau vice-roi s'est servi. En contrepartie, Hunter pose une question que l'on fera bien de reprendre : Muḥammad 'Ali fut-il le « premier des temps nouveaux ou le dernier des Mameluks ? »

La question n'est pas secondaire et tout l'ouvrage tourne autour des conséquences qu'il faut en tirer. Car, et c'est ce qui compte, la « reconstitution du gouvernement » (p. 14 à 32, mais il vaudrait mieux dire État) par Muḥammad 'Ali devient, selon la réponse, fondatrice d'un ordre nouveau ou simple héritière du passé.

Comme d'habitude, la vérité se situe sans doute quelque part entre ces deux pôles. On ne peut demander à Muḥammad 'Ali d'avoir inventé l'ensemble des dispositions qui ont fait entrer l'Égypte de plain-pied dans le XIX^e siècle industriel. En négociant balkanique avisé, le vice-roi a cherché avant tout à raffermir son pouvoir personnel, usant des règles nouvelles comme de moyens de pression. Ainsi en est-il allé de ce que Hunter appelle son « centralisme démocratique » (p. 17) ou de la façon dont il a organisé autour de lui une cour d'hommes dévoués. Simplement, en transformant radicalement les modes d'accès à la propriété et les formes de gouvernement, il a jeté les fondements de ce qui allait devenir le premier État organisé du Moyen-Orient. On regrettera que Robert Hunter se soit contenté d'analyser en termes trop simples cette évolution : cela le conduit à présenter le gouvernement de Muḥammad 'Ali comme simplement « autoritaire » et donc à faire l'impasse sur les dernières années du règne, dernières années essentielles puisqu'elles virent fonctionner le pouvoir sans son maître..., ce qui pour un État purement autoritaire est quelque peu étonnant. On regrettera aussi que l'auteur ait choisi de s'en tenir

à une vision exclusivement égyptienne, gommant les « aventures » extérieures qui, justement, ne furent pas de simples aventures : il est difficile de considérer que l'expédition syrienne, pourtant strictement liée à son plan d'organisation de l'Égypte (Alexandrie en témoigne), fut un simple accident. Cela aurait aidé, aussi, à reposer la question initiale en d'autres termes : dernier Mameluk ou dernier Janissaire ? On aurait alors entrevu une approche plus « ottomane » de l'Égypte du XIX^e siècle.

C'est d'ailleurs ce qui ressort du reste du travail. En effet, la seconde et la troisième partie centrées sur l'histoire sociale de cette élite née du règne de Muḥammad 'Alī, imposent de, considérer ce qui se joue au même instant de l'autre côté de la Méditerranée, à Istanbul. L'étude délaisse quelque peu, alors, le cadre politique strict. Elle pose les problèmes en privilégiant le heurt avec les impérialismes et en mettant en évidence les résistances de l'élite égyptienne. En même temps, on comprend mieux ses faiblesses : fondée sur l'appropriation des terres qu'a permis le démantèlement de l'*iltizām*, cette élite (à la fois bureaucratique et foncière) n'est pas armée pour résister aux chocs des concurrences commerciales. Elle va se replier lentement dans la sphère de l'État jusqu'à y perdre ses forces et son influence. Jusqu'à être dépassée par les contestations venues du plus profond de l'Égypte et qu'incarnera, un temps, 'Urābī Pacha. Robert Hunter suit, durant toutes ces années, la constitution des fortunes des plus importantes familles. Il montre comment elles perdurent, malgré les coups du sort incarnés par les revirements, plus spectaculaires que profonds, des maîtres successifs du pays. Il montre combien le règne de 'Abbās fut incompris, largement à cause d'une historiographie dominée par les européens ou par des chroniqueurs qui avaient quelque compte à régler avec lui (à commencer par 'Alī Mubārak). En fait, la bureaucratie a résisté et elle a formé ce qui est devenu l'un des plus sûrs piliers de tout gouvernement égyptien (anglais compris).

Certes, ce système est loin de former un ensemble « rationnel » que l'on pourrait comparer avec celui qui s'instaure alors en France. Si les deux pays semblent proches, c'est par pure simplification : la bureaucratie égyptienne forme une sorte de groupe social autonome sans ancrage direct dans la société civile, alors que la bureaucratie française se développe à l'ombre de la révolution industrielle, épaulant la bourgeoisie sans la bloquer; l'inverse de ce qui se passe en Égypte. Robert Hunter, en analysant les limites de la rationalisation bureaucratique (p. 54 sq.), montre bien ce qui se joue alors : contrôle et « coopération » (p. 70) entre cette nouvelle classe et les vice-rois. Le pluralisme politique égyptien (un des caractères les plus intéressants de cette histoire) et le pouvoir donné aux nouveaux notables seront le fruit de cette évolution. Et cela permettra l'accession aux plus hautes charges d'un certain nombre d'hommes « sortis du rang » (p. 85-92) dont les noms sont tout à fait essentiels, depuis 'Alī Mubārak jusqu'à Rifā'a Ṭahṭāwī.

L'auteur choisit, pour traiter de ces hommes, un point de vue qui n'est pas « idéologique ». Il les analyse dans leur carrière et dans la constitution de leurs fortunes, ce qui change agréablement des éternelles analyses sur les « réformismes ». Il les traite dans l'ensemble des transformations sociales que connaît alors l'Égypte. Sans doute, là encore, pourra-t-on regretter une certaine facilité « archivistique » de l'étude : il eût été bon d'affronter la question de leur relation à l'État et au nationalisme naissant. Mais, dans les limites qu'il s'est fixées, Robert Hunter parvient à mettre en évidence les différentes strates qui se succèdent jusqu'à former un groupe assez cohérent de notables (p. 120 sq.). Les tableaux particuliers qui viennent illustrer

le travail ne sont pas tous novateurs ('Alī Mubārak, p. 123; Muḥammad Sultān, p. 138; Ismā'il Ṣiddīq, p. 144 ou Muḥammad Šarīf, p. 151). Mais ils viennent confirmer ce que la présentation laissait comprendre : la force et le pouvoir de ces hommes.

Sans doute aurait-on pu nuancer l'étude par une relecture sérieuse des pouvoirs des vice-rois avant même la crise des années de faillite (p. 179). Après tout, Ismā'il se conduisait lui-même en « marchand en chef », comme on le disait alors. Et l'on ne peut limiter son histoire à la crise financière internationale occasionnée par la Dette. Robert Hunter renoue d'ailleurs, sur la fin de son ouvrage, avec une approche assez simplement chronologique, solide dans son ensemble mais peu novatrice. S'attachant aux détours de la politique conduite par Nūbār Pacha, il ne parvient pas à nous faire saisir l'extrême complexité d'une situation née non de la domination financière étrangère mais de la concurrence des intérêts dont la lutte ultérieure entre Muḥammad Šarīf et Nūbār restera une illustration.

Peu importe. Tel qu'il est, et malgré les limites imposées par les choix de l'auteur ou par certaines de ses prudences, l'ouvrage de Robert Hunter se présente comme un véritable essai d'histoire sociale. Il vient rendre plus complexe mais aussi plus vivante, toute étude de l'Égypte moderne. D'autres l'ont, depuis, ignoré. Pourtant la relecture qu'il impose du fonctionnement social de l'Égypte est riche de promesses. Le dernier Mameluk que fut Muḥammad 'Alī peut encore être interrogé.

C'est d'ailleurs ce que vient de faire Ehud TOLEDANO, dont l'ouvrage doit être considéré comme essentiel pour toute approche de l'Égypte contemporaine. Plus, ici, de frilosité chronologique, plus de limitation exclusivement égyptienne. Dès l'abord, l'Égypte est saisie dans sa composante ottomane et son élite « égypto-ottomane » forme le centre d'un travail qui cherche à mesurer le fonctionnement social et les rapports de force d'un monde en transition. L'étude élimine systématiquement l'événementiel, sauf lorsque celui-ci (ou plus exactement l'idée que l'on s'en fait) pourrait fausser l'approche. C'est en particulier le cas du règne de 'Abbās Pacha, à la personnalité duquel Ehud Toledano consacre deux forts chapitres, à la fois pour rendre justice à ce « démon », et pour proposer une véritable leçon d'historiographie qui ne recule pas devant l'analyse iconographique (p. 109). Tirant profit de la comparaison entre textes orientaux et européens d'époque, il montre comment s'est forgé le stéréotype, et combien ce dernier servait des intérêts plus que troubles. Nous connaissons le cas de Nūbār, voici celui d'Hekekyan, mais ils ne sont pas les seuls. Ceci étant, ce n'est pas tant le démontage du mythe qui compte que sa fonction. Et l'auteur nous ramène, avec 'Abbās, à son projet initial. Il montre en effet (p. 135 sq.) que la formation de l'image d'un 'Abbās carrément démoniaque fut le produit de la culture d'une élite qui ne pouvait admettre les modes de fonctionnement de ce prince autocrate et ottoman.

Tout le travail d'Ehud Toledano se retrouve, au fond, dans ce réexamen. Négligeant de réécrire une histoire par ailleurs connue, l'historien essaie « simplement » de comprendre ce qui faisait fonctionner la société et quelles furent les ruptures lourdes d'avenir. Aussi reprend-il, en une première partie, l'analyse de la constitution d'une élite fondamentalement liée à l'ordre dynastique constitué autour de Muḥammad 'Alī, selon un modèle fortement ottoman. Il débouche alors, en une seconde et dernière partie, sur les divisions sociales et, plus particulièrement, sur la vie quotidienne des classes inférieures.

C'est donc à une sorte de coupe dans l'épaisseur du tissu égyptien vers 1850 que se livre Ehud Toledano. Ce choix lui permet d'éviter de se lancer dans les récits, ce qui, en contrepartie, impose de les connaître préalablement. Toutefois, la toile de fond politique n'est pas absente : nous avons signalé le cas du vice-roi 'Abbās, mais il en va de même pour Sa'īd ou Muḥammad 'Alī. Certes le livre s'ouvre avec le traité de Londres et le firman de 1841 faisant de Muḥammad 'Alī le vice-roi héréditaire d'Égypte. Mais, justement parce qu'il choisit de se focaliser sur un instant négligé aussi bien par Hunter que par Afaf Lutfi al-Sayyid Marsot (*Egypt in the reign of Muhammad Ali*, Cambridge, 1984¹), il permet de résituer un règne dont l'horizon fut plus ottoman qu'égyptien. Tandis que, dans l'historiographie courante, la scène de remise du firman, le 7 juin 1841, est considérée comme fondatrice, Ehud Toledano rappelle qu'elle marqua d'abord les bornes d'une ambition. Les objectifs de Muḥammad 'Alī n'étaient pas limités à l'Égypte et il convient, pour comprendre son système, de décentrer l'analyse : l'histoire de Muḥammad 'Alī n'est pas celle du dernier des Mameluks mais celle d'un soldat qui rêve de devenir sultan.

Nous suivrons l'auteur sur cette route non seulement parce que nos propres recherches s'inscrivent dans le même sens, mais surtout parce que l'ensemble de l'ouvrage vient en apporter une éclatante démonstration. Il ne s'agit pas d'une simple réhabilitation de successeurs injustement déniés par l'histoire (ce que semble affirmer l'introduction), mais d'une profonde réécriture de l'histoire des formations sociales de l'Égypte moderne, marquée par la déchirure entre une base rurale et des intérêts nouveaux dominés par l'horizon du commerce international. Certes, comme chez Hunter, on regrettera que le fonctionnement personnel des vice-rois, concurrents déloyaux des négociants lorsqu'ils s'approprient par exemple le monopole des transports, ne soit pas mis en valeur. Mais l'essentiel est ailleurs : dans la description des conditions quotidiennes.

Rompant en partie (ce dont nous nous féliciterons) avec les tendances actuelles de l'historiographie anglo-saxonne (qui priviliegié à la suite de Timothy Mitchell la dialectique endogène/exogène), et sans renier l'approche illustrée (avec d'autres référents) par Gabriel Baer, Ehud Toledano essaie de constituer une histoire anthropologique qui doit autant à C. Geertz qu'à A. Inalcik. S'il ne prétend pas offrir une « histoire totale » (en français dans le texte, p. 23) de cette Égypte « suspendue » des années 1850, il n'en dresse pas moins un tableau qui tente de dénouer les fils de la longue et de la courte durée, selon des méthodes qui rappellent par bien des côtés les tentatives les plus brillantes de l'historiographie européenne, ce que les relectures critiques qui nous sont livrées viennent encore confirmer. En même temps, bien sûr, le poids des crises et des ruptures est souvent sous-évalué, tandis que certains aspects essentiels pour l'étude anthropologique manquent cruellement. Ainsi des formes de la religiosité, à peu près absentes du travail, phénomène dû, il est vrai, à l'absence d'études précises sur le rôle des confréries. Malgré la référence inévitable au travail de F. De Jong, on aurait espéré une vision plus aiguë de la présence du sacré. Sans doute faudra-t-il attendre pour cela l'achèvement des travaux en cours, mais, vu l'ambition synthétique du travail, quelques pages sur l'encadrement religieux auraient été nécessaires.

1. Cf. *Bulletin critique* n° 3 (1986), p. 127.

Le règne de 'Abbās est finalement pris comme le révélateur de l'ensemble des contradictions dans lesquelles se débat la société égyptienne vers 1850. D'un côté la tentative pour restaurer un ordre au centre (p. 51 sq.), la restauration d'un cérémonial de cour, la construction de nouveaux palais, la remilitarisation du régime, et, de l'autre côté, la poussée accentuée des intérêts européens et les effets de l'ouverture au libre-échange. D'un côté le renforcement de l'ordre dynastique (ce qui vient compléter les analyses sur ce point incomplètes de Robert Hunter), de l'autre le délitement d'un corps social soumis à des intérêts contradictoires. Là aussi, le don de terre tient une place cruciale, et la disparition de l'*iltizām* est essentielle pour comprendre l'instauration de la classe nouvelle des notables qui jouera, plus tard, un rôle considérable. De même la gestion des *dā'ira-s* permet de comprendre le mode de fixation de la plupart des fortunes et permet de faire de cette « élite égypto-ottomane » un « concept socio-culturel » (p. 77), autrement dit un outil explicatif fondamental dans l'approche de la réalité égyptienne. On pourra certes s'interroger sur le maniement du concept d'identité, tel qu'en use l'auteur pour analyser la cohésion de cette élite. Il est loin d'être clair, bien qu'il permette de préciser les formes de concurrence qui vont rapidement se nouer et opposer, plus tard, Égyptiens et « étrangers ». Avec ces hommes, l'héritage ottoman va se cristalliser autour d'une idée lourde d'avenir : celle de l'Égypte comme « mini-empire » (p. 90 sq.), autrement dit, non pas un État national, mais un agrégat de peuples et de groupes, idée qui nous semble essentielle pour comprendre les glissements multiples et, jusqu'alors, opaques du nationalisme égyptien. C'est aussi ce qui explique que l'on puisse étudier l'Égypte du XIX^e siècle, jusqu'en 1914, comme un des produits du modèle ottoman. Qu'il s'agisse des exclusions, des « protections », des « clientes » ou des réformes, l'Égypte de 'Abbās fonctionne en « mini-empire ».

C'est bien ce qui apparaît avec l'étude du bloc assez mal défini que représente la « majorité silencieuse » (p. 151) des sujets, qu'ils soient fellahs égyptiens, syriens, kurdes ou maltais. En tentant leur histoire, Ehud Toledano s'est attelé à une lourde tâche : les sources sont lacunaires et les descriptions dont nous disposons insuffisantes. La seule approche par la langue, élément essentiel de la stratification sociale, ne suffit évidemment pas à y voir beaucoup plus clair, pas plus que le vêtement ou les différents priviléges dont pouvaient jouir les uns ou les autres. Sauf que, justement, à accumuler cette série de caractères, on finit par disposer de critères fort intéressants de différenciation sociale. Après tout, on le sait depuis longtemps, un empire se définit d'abord par cette juxtaposition de priviléges ou de statuts qui contredisent toute citoyenneté, ce qui permet, encore, de montrer que l'Égypte de 'Abbās était loin de former une nation. Et le tableau que dresse l'auteur donne l'impression d'une succession de pièces formant, réunies, un véritable puzzle. Ehud Toledano a plutôt tendance à en dresser un schéma concentrique (avec une périphérie qui lentement tendra à s'imposer) (p. 177), mais il ne peut effacer l'impression d'un ordre qui ne se plie pas à une telle simplification.

Sa description de la vie rurale (p. 181 sq.), grande oubliée de la plupart des monographies récentes, vient conforter ce sentiment : cette « périphérie » a ses règles, ses résistances et ses lois. On regrettera, là encore, l'imprécision des données, que quelques chiffres par ailleurs discutables (p. 192) ne peuvent voiler, mais c'était le prix à payer, vu l'état de notre documentation, et on ne saurait le reprocher à l'auteur. Il en va de même de l'approche qui est proposée des relations villes-campagnes et de la description des mutations des sociétés urbaines. On peut

seulement craindre que, sous couvert de réhabiliter le règne de 'Abbās, Ehud Toledano ne finisse par minimiser certains blocages et, surtout, par ignorer l'importance fondamentale des transformations induites par l'ouverture des premières voies ferrées. Quelques récits de vie (par ailleurs fort instructifs) ne peuvent faire oublier l'importance acquise par la position nouvelle de l'Égypte sur la carte commerciale du monde. Au delà de l'ouverture des études égyptiennes sur l'empire, il eût été nécessaire de retrouver, tout de même, les effets de la mondialisation économique, à commencer par « l'Overland Route ». De même, au delà du maintien du contrôle des *šayḥ-s* de corporation sur les quartiers, on ne peut plus ignorer la distorsion, sensible dès l'époque, entre quartiers « anciens » (encore soumis à ce système) et quartiers « récents » dont la principale caractéristique était, justement, de fonctionner hors de tout contrôle traditionnel. On aurait aimé, aussi, que les questions d'hygiène et de lutte contre les épidémies ne soient pas renvoyées au second plan : elles furent un des instruments les plus efficaces de la lutte contre l'arbitraire du vice-roi, même si, après avoir lu Ehud Toledano, on doit reconsidérer cet arbitraire.

Malgré ces quelques restrictions, le tableau que dresse l'auteur reste toujours animé et le plus souvent enrichissant. Des cafés à la prostitution (p. 240 sq.), presque tous les éléments de la vie quotidienne sont passés en revue. Mais sans doute eût-il été préférable de faire des choix pour éviter de remplacer, sur la fin de l'ouvrage, l'analyse par des séries d'anecdotes. En effet, l'essentiel tenait dans la mise en perspective d'une société à la fois désarticulée et résistante, profondément traditionnelle et parcourue de contradictions, ottomane, égyptienne et largement ouverte au monde. À trop vouloir « relire », on risque de fausser les perspectives même s'il est clair que le propos central de l'ouvrage ne se trouve pas là. Le « paysage » (p. 252) décrit par Ehud Toledano est d'abord celui d'une société qui trouve, en ce milieu de siècle, quelques-uns des éléments qui vont la marquer profondément. La référence, faite en conclusion, aux événements de 1952 et au maintien des formes traditionnelles de respect ne trompe pas.

C'est donc alors que se nouent des fils dont on retrouve les traces jusqu'à la révolution nassérienne. La société « impériale », gérée par des notables et éclatée en groupes concurrents dont Hunter comme Toledano nous livrent quelques clés, se survivra jusqu'à l'éradication, par Nasser, de tous ceux qui ont trouvé dans l'Égypte khédiviale (simplement relayée sur ce point par les Anglais) un refuge, dans la décomposition de l'Empire ottoman. C'est une partie de cette histoire, plus tardive mais tout aussi forte, que nous livre Gudrun KRÄMER.

Évidemment cet ouvrage ne se présente pas comme une approche synthétique de cette Égypte que l'on a pris l'habitude d'appeler, après Afaf Lutfi al-Sayyid Marsot (1977), « l'expérience libérale ». Construit comme une solide monographie de groupe communautaire, ce livre porte la marque (un peu comme celui de Robert Hunter) de ce qu'il fut à l'origine : une thèse de doctorat. Dans ces conditions, il s'interdit certaines réévaluations et limite étroitement son propos. Suivant un plan strictement chronologique, il s'attache à saisir le fonctionnement d'une communauté qui fut essentielle dans le développement économique de l'Égypte avant 1956. Il cherche aussi à mesurer l'impact des tensions nées de l'antisémitisme européen et du sionisme.

Ce faisant, Gudrun Krämer ne peut que s'inscrire dans une historiographie qui réinterroge les fondements historiques de l'identité nationale égyptienne. Elle évite, certes, d'affronter

clairement ce problème, mais il se trouve à l'arrière-plan de tout le travail : comment situer la fortune de ces minoritaires sans se replonger dans le creuset étonnant que fut le XIX^e siècle et dont Toledano ou Hunter nous ont dévoilé quelques éléments ? Comment comprendre l'ambiguïté des sentiments sionistes des Juifs égyptiens sans en référer au « mini-empire » que fut l'Égypte ? Dans un pareil système social, les juifs trouvaient un refuge et ne pouvaient comprendre les raisons qui poussaient leurs coreligionnaires européens à s'engager dans un étroit nationalisme. Le drame des abandons et des déchirements (qui s'étend bien au delà de 1952) tient pour une large part à cette structure « souple » qui faisait encore réclamer, en pleine révolution nassérienne, un *millet* pour les Grecs orthodoxes.

L'ouvrage de Gudrun Krämer ne va pas jusqu'à poser de telles questions ; il se veut (et il est) informatif. Fondé sur un dépouillement systématique d'une bonne partie des archives accessibles, complété par des enquêtes orales (dont on regrettera qu'elles ne soient jamais des « histoires orales », telles que les définit Philippe Joutard), ce livre, publié en Allemagne dès 1982, se veut une contribution à l'histoire des minorités, dans un pays qui n'en connut guère avant le XIX^e siècle et n'en connaît plus, hormis les Coptes, depuis 1961. Ce faisant, il s'inscrit aussi dans le droit fil des réinterrogations conduites par B. Braude et B. Lewis pour l'Empire ottoman.

C'est en effet avec le XIX^e siècle que l'immigration juive vers l'Égypte a véritablement commencé. La Première Guerre mondiale a, certes, accéléré le mouvement, mais les phases d'accroissement les plus significatives sont antérieures à l'éclatement de l'empire : là encore on saisit combien l'Égypte put être, durant près d'un siècle, le refuge de tous les peuples de l'empire ballottés par les nationalismes conquérants : Arméniens, Syriens (surtout chrétiens) et, bien sûr, juifs. C'est ce qui explique la plupart des caractères communautaires décrits par Gudrun Krämer tout au long des premières pages de son livre, caractères sépharades qui résistèrent à l'arrivée plus tardive de juifs d'Europe centrale. Ces derniers n'ont jamais pu s'installer assez profondément pour conduire la communauté, même si bien des tensions internes s'expliquent par leur concurrence. Le fait d'avoir choisi pour point de départ l'année 1914 est d'ailleurs étonnant : seule la mémoire de la communauté juive alexandrine a, et seulement en partie, effacé la présence ancienne de groupes juifs égyptiens. De Rosette à Tantah, le mémorial des juifs du Nil joue au contraire de la très longue durée, même s'il s'agit, le plus souvent, d'une continuité parfaitement fantaisiste.

Gudrun Krämer montre, il est vrai, cette ancienneté lorsque les documents le lui permettent : elle signale l'importance des *ḥāra-s* et les liens étroits qui unissaient à Mansūra ou dans certains villages du Delta (p. 15 sq.), juifs locaux et musulmans. Elle montre aussi comment s'est dessinée la concurrence avec les Ashkénazes, arrivés et installés beaucoup plus tard. Il resterait toutefois à préciser les modalités de cette concurrence, qui déchira certaines villes au XIX^e siècle et sur laquelle les sources comme les souvenirs se taisent le plus souvent pieusement. Quant aux Karaïtes, ils eussent mérité mieux que les quelques pages qui leur sont consacrées (p. 22-26) : si on les connaît effectivement mal, ils n'en ont pas moins très profondément marqué la mémoire juive égyptienne, au point de devenir, au XX^e siècle, une des références du mouvement libéral juif égyptien. Dressant avant tout un tableau, l'auteur ne pouvait guère entrer dans ces considérations ; comme elle le souligne, ce qui caractérise la communauté juive égyptienne est son extrême complexité (illustrée par les langues usitées ou les nationalités

revendiquées). Il fallait d'abord en éclairer les contours, ce qui est fait, aussi bien en ce qui concerne le nombre que la place que l'on se doit de reconnaître à ce groupe dans l'économie égyptienne. On s'interrogera, dans les détails, sur la portée de certaines statistiques proposées, car les éléments en sont peu clairs (sources communautaires, statistiques nationales ou ouvrages de compilation), mais, pour l'essentiel, le diagnostic est indiscutable : les juifs jouent, des années 1890 aux années 1940, un rôle primordial dans la société égyptienne, même s'ils sont relativement concentrés entre Alexandrie, Le Caire et le Delta (p. 58 sq.). Ce faisant, Gudrun Krämer dresse un tableau coloré des familles négociantes qui géraient alors une bonne part des activités de ces villes, et elle montre bien comment ils prirent en main les organisations communautaires qui assuraient alors la vie quotidienne des groupes minoritaires. Son tableau de ces organisations (chapitre 2) apporte d'ailleurs quelques éléments complémentaires à l'analyse des notables, qui étaient pour la plupart musulmans au début du XIX^e siècle mais qui deviennent aussi juifs ou chrétiens à la fin du XIX^e : par le biais des organismes caritatifs (ou par celui, électif, des conseils communautaires) a pu émerger le groupe des riches minoritaires responsables communautaires, qui est venu s'agréger au groupe dominant. En ce sens le débat sur le statut personnel (que l'on aurait dû faire remonter aux années 1870) est caractéristique ; le statut personnel est, aussi, gage de pouvoir. D'Alexandrie au Caire, un véritable tableau de ces notables, souvent passionnant, est dressé, en même temps que sont évoquées les luttes d'influence qui, sous couvert de dogmatique, ont partagé les communautés en synagogues rivales. Le rôle, difficile, des rabbins est lui aussi signalé, puisque ces derniers devaient faire face à la montée en force des laïcs, problème que l'on retrouve au même moment dans tous les autres groupes confessionnels.

L'ancre de ces différents courants dans le champ politique égyptien est, pour sa part, moins bien analysé. Il eût fallu, peut-être, suivre ici avec plus de rigueur les méandres d'une politique égyptienne qui a vu, entre 1910 et 1930, les uns jouer la carte coloniale et les autres jouer celle du mouvement national, wafdiste ou royaliste... Il y eut des notables juifs dans chacun de ces groupes concurrents, et les luttes d'influence entre eux auraient beaucoup à nous apprendre. L'histoire d'une famille comme celle des Cattaoui mérirait à elle seule un ouvrage. C'est d'ailleurs ce qui apparaît dès que Gudrun Krämer aborde l'étude chronologique (p. 116) et démonte les différents courants qui traversent la communauté juive. Le détonateur est triple : l'arrivée massive de juifs d'Europe centrale, la montée du sionisme et la tentation internationaliste de ceux qui ne trouveront que le communisme pour échapper à l'enfermement des nationalismes. Si la première période révolutionnaire fut celle de tous les espoirs, le mouvement qui conduit inexorablement vers la convention de Montreux correspond au temps des déséquilibres que suivra celui des crises. Tandis que les uns, tel Joseph Aslan Cattaoui, s'installent au faîte de la fortune et des honneurs (accédant de père en fils au grade de Pacha), d'autres militent. Et la communauté juive d'Égypte, conduite par ses notables, ne parvient pas à croire à la montée des dangers (p. 129 sq.). Il n'est pourtant peut-être pas intéressant de savoir que la famille de Rudolf Hess est originaire, elle aussi, d'Alexandrie... De l'Autriche à l'Égypte, d'un empire à l'autre, l'histoire rejoue le même drame, dont Gudrun Krämer nous rappelle les étapes.

On aurait pu d'ailleurs élargir cette étude (centrée sur l'antisémitisme allemand) à un autre, beaucoup plus fort en Égypte, en provenance, lui, d'Italie. Il toucha encore plus profondément

une communauté liée depuis toujours aux différents royaumes et principautés de la péninsule. Mais ce qui compte, c'est l'eau qui, lentement, se referme. Les mouvements paramilitaires fleurissent (p. 141), les tensions en Palestine s'exacerbent et la guerre surprend une communauté que tout aurait dû préparer à l'épreuve de force. Les réactions juives à cette mutation resteront d'ailleurs très ambiguës. Le patriotisme égyptien ne semble pas impossible à certains (p. 168 sq.), tandis qu'un homme comme Henry Curiel va tenter de conjuguer anti-impérialisme, arabité et judaïté.

En fait, les accords de Montreux ont pour les juifs comme pour la plupart des minoritaires d'Égypte sonné le « début de la fin » (p. 205). L'égyptianisation a eu pour effet de rendre étrangers ceux qui étaient Égyptiens depuis des générations : à force de croire que l'Égypte était refuge, on avait fini par oublier qu'elle était aussi nation. D'où la stupeur devant la montée des violences. Gudrun Krämer rappelle que les heurts restèrent limités, même en 1948 (p. 215). Toutefois, on vit alors des individus poursuivis parce qu'ils « avaient l'air juifs ». Et l'incendie du Caire mit à sac bien des magasins juifs.

On regrettera que cette dernière partie de l'étude soit quelque peu rapide. D'une part, les juifs ne furent pas les plus vilipendés, loin de là; d'autre part, beaucoup voulurent encore croire (et ce jusqu'en 1956) à la possibilité du « vivre ensemble ». Ce qui manque dans l'approche toujours documentée qui nous est présentée, c'est en quelque sorte son ressort dramatique : les individus se diluent dans les groupes et les destins dans la politique. Car, et c'est ce qui faisait l'originalité de cette communauté, la plupart de ces hommes avaient cru en « l'Égypte nouvelle » chantée à l'aube des années 1920. Pour beaucoup, il était impensable que le pays se coupe d'une des communautés qui avaient fait sa « fortune ».

Ce que n'avaient pris en compte ni les uns ni les autres, c'est que cette Égypte-là, née des ambitions militaires d'un petit commerçant en tabac de Qawâla, était définitivement condamnée. Avec la fin de la communauté juive d'Égypte, c'est le « mini-empire » des notables égypto-ottomans qui disparaît.

Robert ILBERT
(Université de Provence)

Anouar LOUCA, *Tahtawi, L'Or de Paris*. Relation de voyage 1826-1831. Paris, Sindbad, 1988. 22,5 × 14,2 cm, 342 p.

Le *Taħlis al-ibriz fi talhiṣ Bārīz*, aussi connu sous le titre de « L'abrégé de Paris », est en somme le compte rendu de la première mission scolaire envoyée à Paris par Muḥammad ‘Alī, le pacha d'Égypte. C'est un livre capital dont la traduction, en fait, s'imposait pour plusieurs raisons. Pour sa valeur symbolique d'abord, puisque c'est le premier regard qu'un Arabe porte sur l'Europe « des lumières ». Pour sa valeur historique ensuite, car il est écrit à une période cruciale pour les deux pays : l'Égypte, qui avait été secouée par l'expédition française au début du siècle, envoie ses étudiants à Paris pour commencer à se doter d'un État moderne; la France, encore mal remise de l'épopée napoléonienne, chasse les Bourbons et se donne un roi constitutionnel.